

Panorama de la Martinique

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Fort-de-France
Superficie	1 128 km ²
Situation géographique	Arc antillais - New York à 3 150 km, Paris à 6 900 km, Pointe-à-Pitre à 200 km
Langues parlées	Français et créole
Monnaie	Euro (€)
Statut	Département et Région d'outre-mer (DROM) et Région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2010)	34
Représentation nationale	4 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

Repères historiques

L'histoire de la Martinique est étroitement liée à l'expansion coloniale européenne dans la Caraïbe. Toutefois, les premiers peuplements datent du deuxième millénaire avant notre ère, par des populations amérindiennes. Les premiers occupants seraient les Arawaks, venus de l'actuel Venezuela vers 100 av. J.-C. Entre le X^e et le XIV^e siècle, une nouvelle civilisation arrive dans l'île : les Indiens caraïbes ou Kalina. Christophe Colomb découvre la Martinique, le 15 juin 1502, qu'il nomme Madinina (« île aux fleurs »).

L'île devient française en 1635 et appartient alors à la Compagnie des Isles d'Amérique créée par Richelieu. Son statut est celui d'une terre française administrée et exploitée par une compagnie à vocation commerciale. L'indigo, le café et la canne à sucre constituent tour à tour les cultures qui se développent dans l'île au fil des conquêtes de terres arables au détriment des Amérindiens et dans le cadre d'un système économique basé sur l'esclavage. La Révolution française apporte l'idéal égalitaire dans les colonies. En 1793, le gouverneur de Rochambeau impose les droits civiques pour les Libres de couleur. Toutefois, le parti royaliste prend les armes et fait appel aux Anglais qui s'installent en Martinique jusqu'en 1802. Durant cette période, la colonie ne peut profiter des institutions nouvelles et de l'abolition de l'esclavage. Le Code noir de 1685 organise la vie économique et sociale jusqu'en 1848, année au cours de laquelle les décrets d'abolition de l'esclavage sont promulgués, sous l'impulsion de Victor Schoelcher.

Le 8 mai 1902, l'éruption de la montagne Pelée détruit entièrement la ville de Saint-Pierre, capitale de l'époque et principal centre économique, tuant ses 30 000 habitants. Fort-de-France devient alors la capitale de la Martinique. Portée par les leaders communistes de l'après-guerre, dont Aimé Césaire (1913-2008), la proposition de loi visant à une assimilation intégrale au statut départemental conduit à ériger la Martinique en département français, le 19 mars 1946. Cette volonté d'assimilation des Martiniquais se traduit par un vote massif en faveur de la constitution de la V^e République, en 1958, alors que les processus d'indépendance s'engagent parallèlement.

Organisation institutionnelle

Région depuis mars 1982, la Martinique se dote d'une collectivité unique regroupant la région et le département. Cette spécificité institutionnelle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, dans le cadre du processus d'évolution statutaire et conformément à l'article 73 al.7 de la Constitution. La Collectivité territoriale de Martinique (CTM) dispose d'habilitations spécifiques en matière de transport, de formation professionnelle et d'énergie, qui lui permettent d'adapter les lois et les règles applicables sur son territoire.

À la différence des régions de la métropole, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. Son cadre institutionnel, comme dans l'ensemble de l'Outre-mer français, est défini par la réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République. Le double ancrage institutionnel est confirmé, en créant la dénomination « Départements et Régions d'outre-mer » (DROM). Au même titre que les collectivités métropolitaines et en application de la loi du 13 août 2004, les DROM héritent de nouvelles compétences¹ à compter du 1^{er} janvier 2015.

Au niveau communautaire, la Martinique, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire et permet de bénéficier des fonds structurels.

¹ Développement économique, voirie, solidarité, santé, logement social, éducation et culture.

BAISSE ET VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

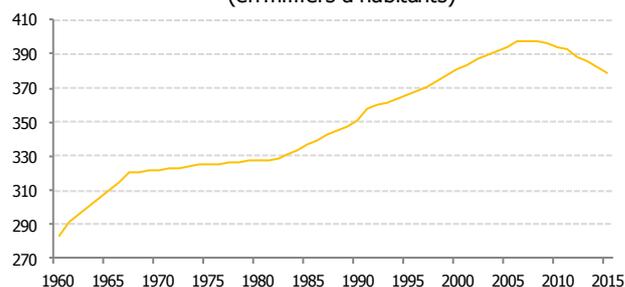
La population martiniquaise est estimée à 378 243 habitants au 1^{er} janvier 2015, soit 0,6 % de la population française totale et 18 % de la population domienne. La densité de la population est élevée, avec 335 hab./km², et regroupée au centre de l'île, où vit près d'un habitant sur deux (48,5 %)².

La population martiniquaise est en baisse depuis quelques années et son taux de croissance annuel moyen est négatif sur la période 2008-2015 (-0,7 %). Par ailleurs, elle est vieillissante, sous les effets conjugués de la baisse de la natalité et d'un solde migratoire négatif, particulièrement marqué pour la tranche d'âge des 18 à 30 ans. Les mouvements migratoires à eux seuls ont conduit à une perte de 4 500 habitants en moyenne par an entre 2008 et 2013. Selon les projections de l'INSEE, la Martinique devrait devenir la deuxième région la plus âgée de France en 2040, après la Corse.

Indicateurs démographiques	Martinique	France (1)
Population (milliers en 2015, millions pour la France) (e)	378,2	66,3
Part des moins de 20 ans (% , 2015) (e)	24,3	24,6
Part des 20 - 59 ans (% , 2015) (e)	50,7	50,8
Part des 60 et plus (% , 2015) (e)	25,0	24,5
Densité de population (hab./km ² , au 01/01/2015)	335 (2)	118
Taux de croissance annuel moy. de la pop. (% , 2008-2015)	-0,7	0,5
Taux de natalité (‰ habitants, 2014)	11,5	12,4
Taux de mortalité (‰ habitants, 2014)	8,7	8,4
Taux de mortalité infantile (‰ naissances, 2014)	6,6	3,5
Indicateur conjoncturel de fécondité (2014)	2,11	2,00
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2014)	83,9	85,4
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2014)	78,1	79,2

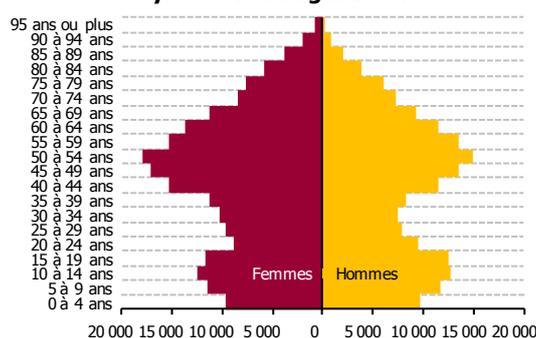
(1) France entière ; (2) données INSEE ; calculs IEDOM, (e) Estimations au 1^{er} janvier 2015
Source : INSEE

Évolution de la population
(en milliers d'habitants)



Source : INSEE

Pyramide des âges en 2015



Source : INSEE

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

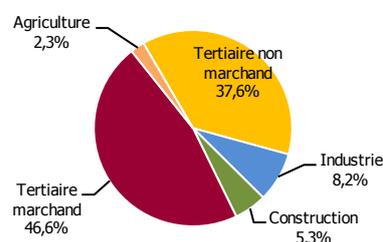
L'économie de la Martinique a connu un rythme soutenu de croissance entre 2004 et 2014. Le PIB a crû de +2,5 % en moyenne annuelle (en valeur), tiré par la consommation et l'investissement. Entre 2004 et 2007, la croissance annuelle moyenne a atteint 5,1 %. Toutefois, elle est devenue négative en 2008 (-0,3 %) et 2009 (-6,5 %), avec la crise économique et financière dans la zone euro, aggravée en Martinique par la crise sociale. Cette contraction s'est avérée transitoire, car à peine un an après les premières turbulences, l'économie martiniquaise croissait de nouveau au rythme de +4,6 % en 2010. Les années 2011 et 2012 ont été marquées par un nouveau ralentissement de l'activité, qui s'est poursuivi en 2013, où le PIB a reculé de 0,5 %.

En 2015, le PIB de la Martinique atteint 8,8 milliards d'euros. Il croît de +0,4 % en volume, après +1,8 % en 2014, sous l'effet d'un tassement de la demande interne et d'un retour à la normale des échanges extérieurs. Traditionnel moteur de la croissance, la consommation des ménages ralentit à (+0,2 % en volume après +0,6 %) dans un contexte de baisse de la population. Par ailleurs, la consommation des administrations recule (-0,5 % en volume, contre +1,5 % en 2014). Enfin, l'investissement montre également des signes d'essoufflement, avec une progression de 0,6 % en volume après un bond de +4,5 % en 2014.

Principaux indicateurs économiques	Martinique	France entière
PIB (milliards d'euros, 2014) (1)	8,7	2 132
Taux de croissance du PIB (% , en volume, 2014) (1)	+1,8	0,2
PIB par habitant (euros courants, 2014)	22 823	32 199
Dépenses de l'État dans la collectivité (% du PIB, 2014) (2)	34,9	-
Dettes des collectivités (% du PIB, 2014) (3)	12,4	9,0 (4)

(1) Estimation CEROM révisée ; (2) Dépenses de personnel, de fonctionnement, d'investissement, d'intervention, avances d'impôts et TIPP, dotations aux collectivités ; (3) Dettes cumulées de la Région, du Département, des communes et des EPIC ; (4) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht en 2015 (administrations locales)
Sources : INSEE, CEROM, Douanes, DRFIP

Répartition de la valeur ajoutée en 2010

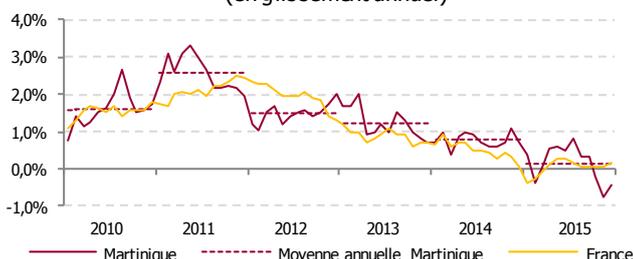


Source : INSEE

Une inflation maîtrisée

Entre 2005 et 2015, l'indice des prix à la consommation a progressé en moyenne de 1,5 % par an en Martinique (contre 1,3 % en métropole). En baisse tendancielle depuis 2011, l'inflation s'établit à +0,1 % (en moyenne annuelle) en 2015 (+0,0 % sur la France entière), en raison de la faiblesse des prix de l'énergie au niveau international. Selon l'INSEE, en 2015 l'écart de prix entre la Martinique et la France hexagonale atteint 12,3 % avec une différence encore plus marquée pour les produits alimentaires (+38,2 % en Martinique).

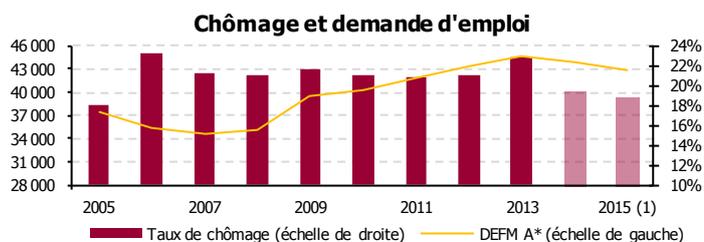
Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : INSEE

² Fort-de-France, Schœlcher, Le Lamentin, Saint-Joseph et Le Robert.

Un taux de chômage élevé



* DEFM A : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A; (1) changement méthodologique
Sources : DIECCTE, INSEE

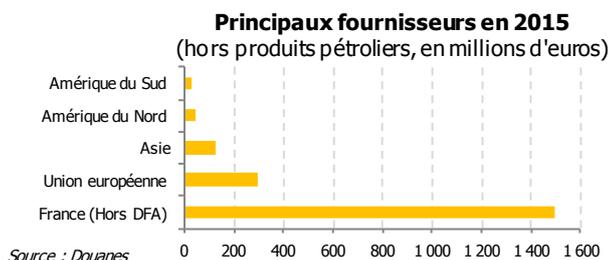
Emploi	2003	2013	TCAM ³ 13/03
Emploi total	125 474	130 166	+0,4 %
Emploi non salarié	7 699	7 873	+0,2 %
Emploi salarié	117 775	122 293	+0,4 %
Agriculture, sylviculture et pêche	5 238	4 450	-1,6 %
Industries - Énergie et Eau	8 700	8 584	-0,1 %
Construction	5 336	6 228	+1,6 %
Services marchands	48 745	52 709	+0,8 %
Services non marchands	49 756	50 322	+0,1 %

Source : INSEE, base EPURE

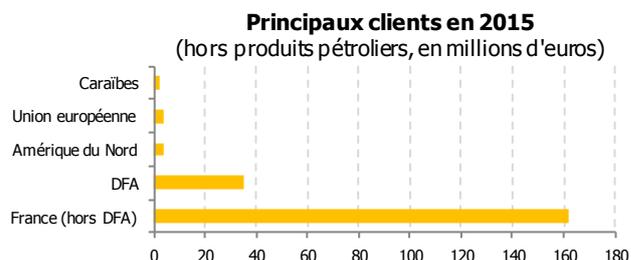
Entre 2007 et 2012, le taux de chômage reste structurellement élevé, proche de 20 % de la population active. En 2014, il atteint 19,4 % et diminue à 18,9 % en 2015, mais demeure largement supérieur à celui de la métropole (10,0 %). Les jeunes (moins de 25 ans) sont les plus touchés, avec un taux de chômage de 47,4 %. Le taux de chômage des actifs sans diplôme atteint 25,6 %. Néanmoins, le marché du travail martiniquais reste moins dégradé que celui des autres départements d'outre-mer. C'est le seul DOM à connaître un taux de chômage inférieur à 20 %. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A s'élève à 42 963 en décembre 2015, dont 54,8 % inscrits depuis plus d'un an. Parallèlement, 22 675 personnes sont allocataires de Pôle emploi dont 14 311 pour la prestation d'assurance chômage. En 2013, le secteur tertiaire, principal employeur de l'île, emploie 84,2 % des effectifs salariés avec une part dominante des services marchands (43,2 %). L'emploi public (41,1 % de l'emploi salarié) se répartit selon 3 statuts : la fonction publique d'État (39,5 % des effectifs), la fonction publique territoriale (40,0 %) et la fonction publique hospitalière (20,5 %). L'industrie et la construction représentent respectivement 7,0 % et 5,1 % de l'emploi salarié. Le centre de la Martinique concentre près des deux tiers de l'emploi salarié du territoire.

Déficit structurel du commerce extérieur

L'énergie représente une part importante des échanges extérieurs de la Martinique en raison de l'implantation dans le département de la SARA (Société Anonyme de Raffinerie des Antilles), qui exporte des carburants raffinés essentiellement vers la Guadeloupe et la Guyane. Cette situation explique que la Guadeloupe et la Guyane constituent d'importants partenaires de la Martinique à l'exportation, alors que la métropole et l'Union européenne en sont ses premiers fournisseurs. Le commerce régional, hors énergie, est, pour sa part, embryonnaire. La balance commerciale est structurellement déficitaire. En 2015, le déficit commercial se creuse (+15,1 % sur dix ans) et s'établit à 1,9 milliard d'euros (soit 22,2 % du PIB de 2014).



Source : Douanes



Principales importations en valeur (millions d'euros)	2015
Autres produits industriels	848
Équip. mécaniques, matériel élec., électronique et informatique	434
Produits des industries agroalimentaires	405
Matériels de transport	327
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	299
Produits pétroliers raffinés et coke	271
Importations totales	2 656
Importations hors produits pétroliers	2 087

Source : Douanes

Principales exportations en valeur (millions d'euros)	2015
Produits pétroliers raffinés et coke	278
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	96
Produits des industries agroalimentaires	62
Matériels de transport	16
Autres produits industriels	16
Équip. mécaniques, matériel élec., électronique et informatique	12
Exportations totales	499
Exportations hors produits pétroliers	209

PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les services, marchands et non marchands, constituent la principale source de création de richesse, avec 84,2 % de la valeur ajoutée (+1,7 point entre 2000 et 2010⁴), alors que le poids des secteurs primaire (2,3 %, -1,6 point) et secondaire (13,5 %, -0,1 point) est en recul. Toutefois, la valeur ajoutée de l'ensemble des secteurs progresse, à l'exception de celle de l'hôtellerie et de la restauration (-3,3 %, par an en moyenne) et de l'agriculture (-2,0 %, par an en moyenne). Les filières traditionnelles (banane, canne-sucre-rhum), d'un faible poids apparent en termes de valeur ajoutée, jouent un rôle important dans l'équilibre social et territorial de l'île.

Principaux indicateurs sectoriels	2015	TCAM ⁽⁴⁾ 15/05	2015	TCAM ⁽⁴⁾ 15/05	
Production de canne à sucre (tonnes)	207 507	-0,1%	Production de ciment (tonnes)	179 395	-2,6%
Production de sucre (tonnes)	2 868	-4,2%	Touristes terrestres	771 121	+2,4%
Production de rhum (hectolitres d'alcool pur)	98 741	+2,0%	Croisiéristes	299 595	+12,0%
Expéditions de bananes (tonnes)	196 405	-1,0%	Passagers à l'aéroport (en millions)	1,6	+0,7%
Production de viande** (tonnes, hors volailles)	2 180	-0,1%	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	579	+4,0%

Sources : CTCS, FEL hebdo, SEM des abattoirs de la Martinique, Ciments Antillais, CMT, CCIM, DIECCTE

³ Taux de croissance annuel moyen

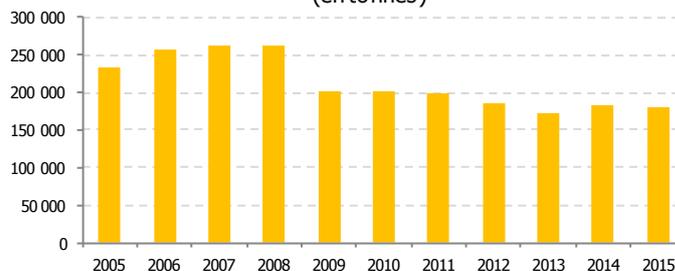
⁴ Derniers chiffres disponibles

Situation difficile dans le secteur du BTP

Le BTP a joué un rôle clef dans la croissance économique de la Martinique jusqu'en 2007. En lien avec le fort besoin en logement privé (construction d'environ 4 000 logements par an), la valeur ajoutée du secteur a progressé en moyenne de 4,2 % par an entre 1997 et 2007. La réorientation de la défiscalisation, en 2008, a porté un coup d'arrêt à la demande privée sans que le logement social ou la commande publique prennent le relai. Depuis 2009, le secteur du bâtiment et des travaux publics est confronté à une crise profonde. Entre 2008 et 2015, les ventes de ciment ont diminué de 31,5 % en volume. En 2014, l'activité s'est ponctuellement améliorée (+6,5 % sur un an), en lien avec les travaux des nouvelles infrastructures de transport en commun.

Toutefois, le manque de projets structurants et d'envergure a conduit à une nouvelle baisse des ventes de ciment en 2015 (-1,6 % sur un an).

Ventes de ciment
(en tonnes)



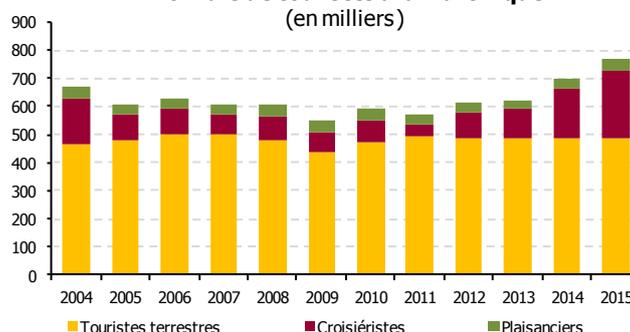
Source : Ciments Antillais

Difficultés structurelles de l'activité touristique, malgré un regain de la croisière

Les années 90 ont été marquées par une forte fréquentation touristique, avec un pic en 1998 à plus d'un million de visiteurs. Ensuite, la fréquentation n'a cessé de diminuer pour atteindre son plus bas niveau avec la crise de 2009, passant sous le seuil des 600 000 visiteurs.

Ce n'est qu'en 2011 que les flux de touristes se réorientent à la hausse. La reconquête de la croisière (+55,7 % de croisiéristes en moyenne par an entre 2011 et 2015) et le dynamisme de la plaisance (+2,7 % en moyenne par an) ont contribué à la relance du secteur. En 2015, l'activité est d'ailleurs bien orientée avec 771 121 visiteurs (+9,0 % sur un an). En revanche, le tourisme terrestre affiche une légère baisse de fréquentation sur la période 2011-2015 (-0,6 % en moyenne par an). Au sein de l'hôtellerie, on enregistre une quinzaine de fermetures d'établissement ces dernières années et le taux d'occupation a perdu en moyenne 1,7 point par an entre 2007 et 2015. Le secteur de l'hôtellerie restauration, qui emploie 5 340 salariés en 2013, souffre également d'une baisse de sa masse salariale de -0,3 % en moyenne par an depuis 2000.

Nombre de touristes à la Martinique
(en milliers)



Source : CMT

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le paysage bancaire antillais connaît depuis deux ans une période de mutation, caractérisée par des restructurations (réseaux BNP Paribas, Banque populaire, LCL) et une fusion-acquisition (réseau Caisse d'épargne). En 2015, 20 établissements de crédit sont installés à la Martinique : 5 banques affiliées à l'Association française des banques, 5 banques mutualistes ou coopératives, 5 établissements de crédit spécialisés, 4 sociétés de financement, et 1 établissement à statut particulier. Ces établissements locaux totalisent 155 agences, dont 146 agences bancaires, et emploient 1 524 agents.

Sur la période 2005-2015, l'encours sain de crédits a progressé en moyenne de 5,7 % par an. Ce sont les crédits aux ménages qui ont enregistré la plus forte croissance (+4,8 % en moyenne par an), portés par les crédits immobiliers qui ont quasiment doublé sur la décennie (+6,7 % en moyenne par an). Les crédits aux entreprises ont également augmenté de façon très sensible (+4,4 % en moyenne par an) en lien avec la hausse exponentielle des crédits à l'investissement (+128,6 %, soit 9,6 % en moyenne par an). En 2015, les ménages concentrent 40,0 % de l'encours sain total, contre 38,9 % pour les entreprises et 14,9 % pour les collectivités locales. Le taux de créances douteuses brutes s'est amélioré de façon significative sur la décennie (-4,6 points, à 6,0 % en 2015). Il demeure néanmoins élevé comparativement à celui observé en France entière (3,1 %). Le besoin de financement de la place bancaire martiniquaise avoisine les 2,0 milliards d'euros depuis plusieurs années. En 2005, il était inférieur à 1,0 milliard d'euros.

Indicateurs monétaires et financiers	2005	2015
Nombre d'habitants par guichet bancaire permanent	2 744	2 591
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 309	962
Nombre de comptes de dépôts à vue par habitant	1,03	1,20
Actifs financiers des agents économiques (EC locaux, en millions d'euros)	4 679	7 178
Encours sains des agents économiques (tous EC, en millions d'euros)	5 215	8 601
Taux de créances douteuses brutes (EC locaux)	10,6 %	6,0 %

Source : IEDOM

Indicateurs entreprises	2015
Actifs financiers (EC locaux, en millions d'euros)	1 667
Encours bancaires (tous EC, en millions d'euros)	3 345
dont crédits d'exploitation*	-21,6%
dont crédits d'investissement*	+13,1%
Coût du crédit à moyen long terme (oct. 2015)	3,22 %
Personnes morales en interdiction bancaire	2 392

* Taux de variation annuelle 2014-2015

Source : IEDOM

Indicateurs ménages	2015
Actifs financiers (EC locaux, en millions d'euros)	5 125
Encours bancaires (tous EC, en millions d'euros)	3 437
dont crédits à la consommation*	+9,7%
dont crédits à l'habitat*	+5,6%
Nombre de dossiers de surendettement déposés	521
Personnes physiques en interdiction bancaire	15 408

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2015 sauf indication contraire.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2016 – Dépôt légal : septembre 2016 – ISSN 1952-9619